

Tel que prononcé

Discours prononcé par
Son Excellence Madame Delphine Borione
Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de la FAO à l'occasion de la
41ème session de la Conférence de la FAO, Rome, Italie (22-29 juin 2019)
24 juin 2019

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,

Dans les pays du monde, le développement de territoires ruraux vivants et attractifs est une nécessité, bien sûr, pour produire l'alimentation dont les populations urbaines et rurales ont besoin, mais aussi pour relever le défi de l'emploi des jeunes arrivant de plus en plus nombreux sur le marché du travail, pour assurer le renouvellement des générations d'agriculteurs dans les pays où s'amplifie le vieillissement des exploitants agricoles ou pour répondre aux besoins des territoires ruraux qui connaissent des phénomènes de déprise agricole et d'exode rural, ou de migrations dans l'espoir de trouver un travail et une vie meilleure.

Je me félicite donc du thème choisi pour cette Conférence. C'est pleinement conscient de ces diverses problématiques que les ministres du développement du G7, sous présidence française, aborderont la question de l'emploi des jeunes ruraux au Sahel dans le cadre plus large du Sommet de Biarritz du G7 consacré à la lutte contre les inégalités.

Le développement de filières rurales et la création de valeur ajoutée est nécessaire pour créer des emplois dans le secteur agricole, mais également tout au long de la chaîne alimentaire.

Les territoires ruraux pourraient ainsi retenir leurs forces vives qui ne seront plus contraintes à l'exil en recherche d'emplois, de revenus, redonnant ainsi aux populations le choix de leur avenir. C'est ce que nous proposons dans le Cadre commun du G7 pour la création d'emplois décents pour les jeunes ruraux du Sahel, qui sera soumis à l'adoption des ministres du développement le 4 juillet, et auquel la FAO, tout comme le FIDA et PAM ont été invités.

Nous le savons, il faut investir plus, mais il faut également investir mieux, avec des objectifs clairs et partagés, de manière responsable.

Ces efforts de réinvestissement dans l'agriculture, publics comme privés, ne pourront porter leurs fruits que s'ils intègrent pleinement les dimensions de responsabilité sociale et environnementale, et respectent les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et les Principes pour un investissement responsable (RAI) adoptés dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Il faut aussi encourager les investissements les plus à même de créer des emplois décents. Il est pour cela prioritaire de soutenir les agricultures familiales et d'offrir de nouvelles opportunités pour les jeunes, mais également donner toute leur place aux femmes. Elles souffrent encore trop de discriminations, mais elles sont aussi actrices du changement. Le changement que nous appelons de nos vœux. Et c'est pour cela que nous devons promouvoir leur rôle.

Enfin, les investissements doivent permettre de répondre aux défis de la sécurité alimentaire et de contre les formes de malnutrition. Ils doivent également viser à limiter les impacts des changements climatiques sur la production alimentaire et engager la transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables, prenant en compte la nutrition. Notre action s'intégrera ainsi dans le cadre des Accords de Paris et de l'Agenda 2030, et vous savez l'engagement de mon pays et de l'Union européenne sur ces sujets.

C'est avec tous ces défis en tête que la France prendra dans quelques jours la présidence de la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes naturelles et s'attellera, en impliquant davantage les États et ses partenaires au sein de cette plateforme, à améliorer les réponses à ces phénomènes.

Enfin, il faut investir plus dans l'humain. Investir dans la jeunesse, en plaçant les formations adaptées aux contextes au cœur de notre action. Le digital est pour cela essentiel.

Sur tous ces sujets, la FAO a un rôle primordial à jouer.

Alors, je ne peux terminer cette allocution sans remercier et féliciter le directeur général, José Graziano da Silva, pour son action à la tête de la FAO, et en particulier pour l'accent qu'il a mis sur la nécessaire transformation des systèmes agricoles et alimentaires vers plus de durabilité. Cette évolution qu'il a engrangée est fondamentale et ce leg restera dans l'histoire.

Je voudrais aussi, comme l'a fait notre Ministre de l'agriculture et de l'alimentation hier, féliciter M. Qu Dongyu. Nous attendons beaucoup de son mandat: transparence, inclusivité, redevabilité, efficacité. Sans compter la pleine mobilisation de toute l'expertise des femmes et des hommes qui constituent le personnel de la FAO. Je voudrais aussi maintenant les féliciter et les remercier, tout ce personnel de la FAO qui se dépense sans compter et qui apporte son expertise au service de la mission de l'organisation.

Le monde regarde aujourd'hui le nouveau Directeur général élu et compte désormais sur lui pour que la FAO remplisse au mieux sa mission au service de tous, pour la sécurité alimentaire, pour la lutte contre la pauvreté et la lutte contre la faim, pour des systèmes agricoles et alimentaires durables, qui prennent en compte les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles, ainsi que la qualité des régimes nutritionnels. Et cela, dans le plein respect des règles des Nations Unies et des principes du multilatéralisme auxquels nous sommes si attachés.

Je voudrais aussi remercier toutes les délégations qui ont voté pour Catherine Geslain-Lanéelle, remercier aussi toutes celles qui ont évoqué aujourd'hui son engagement, son programme, ses compétences. Nous espérons que tout ce qu'elle a pu apporter à cette élection sera mis à profit par la FAO au bénéfice de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de la faim et de la malnutrition.

En conclusion, soyez assurés que la France est et restera aux côtés de la FAO et de sa nouvelle direction générale pour relever tous ces défis.